



Mémoire d'Auschwitz ASBL
Rue aux Laines, 17 boîte 50 – 1000 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 512 79 98
www.auschwitz.be • info@auschwitz.be

Le sort des Rohingyas en Birmanie : une dynamique génocidaire

Yannik van Praag
Mémoire d'Auschwitz ASBL

Novembre 2019

Longtemps méconnu chez nous, le calvaire des Rohingyas semble sans fin, inextricable. Il a commencé à ébranler la communauté internationale lors des pogroms qui se sont déroulés en juin 2012. Le monde assiste depuis lors à un nettoyage ethnique qui a peu d'équivalents dans l'histoire. La mécanique implacable qui s'est mise en route plonge ses racines dans des décennies de



Réfugiés rohingyas au Bangladesh

ségrégation et de persécutions organisées depuis les plus hautes sphères de l'État birman. Le traitement et les violences subies par les musulmans de l'Arakan¹ semblent bien entrer dans la définition internationale de génocide : une politique d'un État visant à la destruction totale ou partielle d'une population en raison de son appartenance raciale ou religieuse.

Contexte historique et géographique²

Difficile de mettre la question des Rohingyas en perspective, tant elle est le résultat d'une longue histoire de tensions accumulées. La Birmanie compte aujourd'hui 55 millions d'habitants dont la majorité vit dans la grande plaine centrale du pays. 135 groupes ethniques sont officiellement recensés. L'ethnie majoritaire et dominante est celle des Bamars qui représente presque 70 % de la population et qui est la mieux représentée dans les différentes sphères de l'État et de l'armée.

¹ La dénomination officielle en Birmanie est depuis quelques années l'État de Rhakine. Nous gardons ici le terme Arakan.

² Pour aller plus loin sur ces questions, voir notamment : Martin Michalon, « Religions, politique et espace(s) : "la question rohingya" en Birmanie (Myanmar) », 2016, <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-thematiques/fait-religieux-et-construction-de-l-espace/corpus-documentaire/rohingya-Birmanie>, consulté le 5 novembre 2019 ; Maxime Boutry, « L'arakanisation d'Arakan : les racines d'un nouvel exode ? », *L'espace politique*, 2014-3, <https://journals.openedition.org/espacepolitique/3290>, consulté le 5 novembre 2019.

Selon un recensement effectué en 2014, près de 88 % de la population est bouddhiste, un peu plus de 6 % est chrétienne et 4 % musulmane, le reste étant constitué d'hindous et d'animistes. Parmi les musulmans, on compte les Rohingyas, qui vivent dans le nord de l'Arakan, à proximité de la frontière avec le Bangladesh, pays à majorité musulmane.

Avant le déclenchement de la crise actuelle, on estimait à 1,3 million le nombre de Rohingyas vivant en Birmanie et à 1 million ceux vivant en exil. Depuis l'indépendance en 1948, le pays a connu de nombreuses poussées de tensions et de violences communautaires, mais sans commune mesure avec ce qui se déroule aujourd'hui. Complètement marginalisé depuis la dictature militaire, ce groupe est considéré par l'ONU comme l'un des groupes les plus persécutés au monde.

Les antagonismes entre musulmans et bouddhistes dans cette région ne peuvent se comprendre que sur le temps long. Zone d'échange, de commerce et de migrations, l'Arakan est au croisement de trois grands ensembles : la péninsule indienne, la Chine et l'Asie du Sud-Est. C'est l'une des premières régions conquises (1824-1826) lors de l'expansion britannique en Birmanie, avant l'annexion totale du pays à l'Empire des Indes (1885). Durant la période coloniale, de nombreux travailleurs hindous et musulmans (surtout) viennent du Bengale s'installer dans la région. C'est un moment clé dans la construction d'un imaginaire hostile en Birmanie : une partie de la population de l'Arakan n'est pas « de souche » ; il s'agit de « Bengalis », d'étrangers, sinon d'envahisseurs. Cette représentation perdurera au fil du temps, jusqu'à aujourd'hui. Durant la Seconde Guerre mondiale, de violents conflits éclatent entre musulmans et bouddhistes. Les musulmans prennent globalement le parti des Anglais et combattent du côté des Alliés, tandis que les bouddhistes soutiennent le Japon et l'Axe, y voyant une opportunité de se libérer de la tutelle britannique. Des massacres ont lieu dans les deux camps en 1942 et 1943. En 1948, la Birmanie accède à l'indépendance. Des musulmans d'Arakan prennent les armes et réclament soit l'indépendance de l'ouest de l'Arakan, soit son rattachement au Pakistan oriental (actuel Bangladesh). Aucune de ces revendications n'aboutira. Ces antagonismes désormais bien ancrés sont exacerbés durant la dictature militaire, après le coup d'État du général Ne Win, en 1962. L'économie du pays tourne alors presque exclusivement au profit des Barmans. Les régions périphériques sont systématiquement exploitées et pillées, ravivant les tensions ethniques. La junte militaire développe un discours antimusulman : la pauvreté de l'Arakan est due à l'immigration incontrôlée des musulmans et leur taux de natalité élevé. Il faut par ailleurs souligner que le terme Rohingya n'apparaît véritablement qu'après 1948, d'abord sous la plume d'intellectuels musulmans. Il servait avant tout à souligner l'attachement au sol de l'Arakan et à revendiquer le droit à y vivre, par opposition aux dénominations péjoratives ou ouvertement racistes dont les musulmans faisaient l'objet et les ramenant systématiquement à un statut d'étranger (*Bengali*, *métèque*, etc.).

La déclaration d'indépendance du Bangladesh en 1971, sur fond de guerre froide, provoque un conflit d'une rare violence, avec un bilan humain (300 000 morts ?) et des déplacements de population (dix millions de réfugiés ?) impossible à déterminer. La plupart des déplacés trouvent refuge en Inde, mais certains se retrouvent dans le nord de l'Arakan. La marginalisation des Rohingyas atteint son paroxysme en 1982, lorsque la junte militaire fait passer une loi qui n'octroie la nationalité birmane qu'aux 135 groupes ethniques nationaux considérés comme installés dans le pays avant les débuts de la colonisation, en 1824. Le texte

considère les Rohingyas comme des migrants bengalais et les prive de la citoyenneté birmane. Des centaines de milliers de personnes deviennent ainsi apatrides, des illégaux qui doivent à terme retourner sur leurs terres d'origine, le Bangladesh. Mais le Bangladesh est un pays surpeuplé, avec une densité moyenne parmi les plus importantes au monde. Le pays n'a ni la volonté ni les moyens de les accueillir. De nombreux Rohingyas tentent régulièrement de franchir la frontière, mais en sont repoussés ou rejetés. Sous la dictature, la région connaît deux vagues d'émigration particulièrement importantes, en 1978 et 1991, liées à une hausse des persécutions de la part du pouvoir birman. Il s'agira respectivement de 200 000 et 230 000 Rohingyas qui feront l'objet de marchandage et seront ballottés entre les deux pays. Une partie de ceux qui reviennent sont parqués en dehors des centres urbains, dans des conditions extrêmement précaires, sans eau courante, électricité, ou le minimum de service public.

Depuis 1992, ils subissent de nouvelles violences de la part de la *Na Sa Ka*, un corps de garde frontière actif dans le nord de l'État d'Arakan, qui s'apparente davantage à une milice indisciplinée, violente et prédatrice, qui contrôle en toute impunité, le nord de l'État d'Arakan. Les Rohingyas sont exclus de la sphère politique et de la nation birmane. Ils n'ont plus accès à l'école, ne peuvent plus posséder de terres et un grand nombre d'emplois leur sont interdits.

La transition démocratique initiée depuis 2011 pouvait laisser présager un apaisement des tensions. Il n'en est rien. Le discours anti-Rohingya se radicalise encore ; non seulement de la part du pouvoir, mais également chez les bouddhistes, où il est porté par des moines extrémistes. Ceux-ci entretiennent la peur et la haine des musulmans, agitant la menace du remplacement des populations bouddhistes, du fait de leur haut taux de fécondité. Ils lancent des appels au boycott des magasins musulmans. Les dynamiques identitaires se raidissent, obligeant chacun à choisir son camp. Par ailleurs, l'utilisation d'Internet et des réseaux sociaux se répandent et facilitent l'explosion des discours de haine³.

En mai 2012, le viol et le meurtre d'une femme par trois hommes immédiatement désignés comme musulmans par les autorités déclenchent plusieurs vagues de pogroms qui s'étalent de juin à octobre. Les violences font des dizaines de victimes, des milliers de bâtiments détruits et plus de 100 000 personnes déplacées dans des camps, à l'intérieur ou hors du pays. L'implication du gouvernement birman laisse peu de place au doute, au regard de la passivité, sinon de la complicité des forces de l'ordre.

Durant l'été 2017, l'horreur monte de plusieurs crans. Le 25 août 2017, un groupe armé rohingya attaque des postes-frontière birmans. La réaction des autorités sera immédiate et sans proportion aucune avec les violences perpétrées, comme si c'était l'aubaine qu'elles attendaient. Les forces de sécurité se déchaînent sur les populations civiles désarmées. Dès la fin septembre, près de 500 villages ont été la cible d'opérations de nettoyage menées par plus de 10 000 soldats : exécutions d'hommes, de femmes, d'enfants, viols, maisons incendiées.

³ En novembre 2018, Facebook reconnaît que « son réseau a été utilisé pour attiser la violence en Birmanie, car il a permis à des groupes organisés de mettre en œuvre des attentats sectaires contre les Rohingyas, minorité musulmane du pays. », <https://www.courrierinternational.com/dessin/genocide-des-rohingyas-le-mea-culpa-de-facebook>, consulté le 4 novembre 2019.

L'armée birmane a également fait usage d'hélicoptères de combat et d'artillerie lourde, y compris contre des civils. Pour Matthew Smith, directeur de l'ONG Fortify Rights, engagé depuis quinze ans dans la défense des droits humains en Asie du Sud-Est, il n'y a pas de doute sur « l'intention génocidaire [...] La décision a été prise plus haut. Il y a eu planification. Les militaires n'étaient pas seuls. »⁴ Des civils ont été recrutés et entraînés pour tuer. Les survivants confirment que dans les milices qui ont mené les massacres dans leurs villages, il y avait parfois leurs voisins, ou des colons installés sur leurs terres. Depuis l'explosion de ces violences, ce ne serait pas moins de 740 000 Rohingyas qui auraient fui vers le Bangladesh.

À qui profite le crime ?

Le remarquable documentaire de Gwenlaouen Le Gouil *Rohingya, la mécanique du crime*, diffusé le 15 octobre dernier sur Arte, retrace les phases du nettoyage dont sont victimes les musulmans de l'Arakan. Il nous mène des camps de réfugiés du Bangladesh aux couloirs de l'ONU, mais aussi dans certaines zones où les massacres ont eu lieu. La tension est palpable lorsque l'équipe cherche à entrer en contact avec des habitants ou des représentants officiels locaux. On y suit aussi le combat de Yanghee Lee, rapporteuse spéciale pour les droits de l'homme en Birmanie, désormais interdite de séjour sur le sol birman. L'image de l'icône de la démocratie birmane, prix Nobel de la paix, Aung San Suu Kyi est largement écornée dans le documentaire. Thomas MacManus, chercheur à l'université Queen Mary (Londres) et spécialiste des crimes d'État, ne mâche pas ses mots : « Elle a utilisé son "capital sympathie" pour couvrir les opérations menées par l'armée. Chaque fois que la communauté internationale a dit : "regardez, nous avons des rapports, nous avons des preuves", elle s'est fait rouler dans la farine par Aung San Suu Kyi qui utilisait son image pour couvrir l'armée en campagne de génocide. C'est de la complicité de génocide. Aung San Suu Kyi devrait être poursuivie pour complicité de génocide. »

Les persécutions auxquelles nous assistons ne peuvent se réduire à un conflit religieux. La maîtrise du foncier est une source importante des conflits. Au 19^e siècle, les Anglais avaient installé des paysans du Bengale pour développer la riziculture. Le mythe de la spoliation des terres d'Arakan par les musulmans date au moins de cette époque.

Avec la démocratisation de la vie politique se posait la question du rôle de l'armée dans le pays. Quelle justification pouvait-on donner au maintien d'une telle force militaire ? L'exacerbation de la question des Rohingyas a donné une réponse à ces questions et aidé l'armée à garder un rôle central dans les rouages de l'État.

Les événements n'ont pas seulement renforcé les généraux sur le plan politique. Ils seront probablement très lucratifs également. L'Arakan est très riche en ressources et on sait que les militaires veulent mettre la main sur ces ressources. Les autorités birmanes ont, avec la Chine, des projets de développement industriels sur ces territoires. Yanghee Lee explique : « Nous avons des preuves, des rapports, qu'il y a de l'uranium en Arakan, du nickel, mais aussi des

⁴ https://www.liberation.fr/planete/2019/10/21/rohingyas-la-mecanique-du-crime-genocidaire_1758628, consulté le 5 novembre 2019.

terres rares. C'est un secret d'État [...] Pour exploiter ces ressources, vous ne pouvez pas avoir des gens qui vivent là. »

Conclusion

Des milliers de personnes ont été tuées, violées, torturées. Plus de 700 000 personnes ont fui dans l'urgence vers le Bangladesh après avoir tout perdu, leurs terres, leurs maisons et leurs proches. Sous les pressions internationales, la Birmanie s'est officiellement engagée à laisser revenir ceux qui ont fui. Mais dans les faits, on est loin du compte, vu le statut et les menaces physiques qui planent sur les candidats au retour. Des centaines de milliers de réfugiés croupissent dans des camps au Bangladesh ou en Birmanie, dans des conditions inhumaines, ou tentent de migrer vers la Malaisie ou la Thaïlande où personne ne veut d'eux. Lorsque l'on récapitule l'ensemble de la mécanique qui a conduit à cette tragédie, on est saisi par la similarité qui existe avec les autres entreprises génocidaires : construction d'une histoire identitaire et de discours de haine, stigmatisation, construction de stéréotypes, déchaînement des violences verbales et physiques, ghettoïsation, spoliation des biens, destruction des lieux de culte, meurtres de masse, etc. Les entreprises génocidaires ont les mêmes fondamentaux, elles partagent les mêmes discours qui naissent d'une même dialectique : « il y a eux et nous ».

Aujourd'hui, comment croire au retour de ces exilés ? Peut-on imaginer que le pays qui a orchestré ces crimes acceptera de les laisser revenir ? Sans garanties pour leur avenir et leur sécurité, les Rohingyas ne peuvent et ne veulent retourner sur leur terre. Le Bangladesh n'a quant à lui ni les moyens ni la volonté de les intégrer. La passivité de la communauté internationale rend la situation inextricable et laisse peu d'espoir de solution.



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.

À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.

Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.